

Cambodge

Asie du Sud-Est

Le chef de l'opposition cambodgienne, Kem Sokha, a fait appel de sa condamnation à vingt-sept ans de prison pour trahison, déclarant que le verdict était injuste. Cette condamnation est largement perçue comme politique, visant à l'écarter du prochain scrutin national où le premier ministre Hun Sen se présente pour un autre mandat. Elle a suscité des critiques de la part des défenseurs des droits de l'homme et des observateurs internationaux, qui estiment que les libertés fondamentales sont en recul au Cambodge et que la justice est utilisée pour réprimer toute voix contestataire.

Kem Sokha, chef de l'opposition au Cambodge.

Kem Sokha a fait appel de sa condamnation à vingt-sept ans de prison pour trahison.

L'appel a été annoncé le jeudi 30 mars.

Kem Sokha a été condamné pour avoir comploté avec des agents étrangers dans le but de renverser le gouvernement du premier ministre, Hun Sen. Cette condamnation est largement perçue comme politique, visant à l'écarter du scrutin national prévu en juillet, auquel Hun Sen se présente pour un nouveau mandat.

La condamnation et l'appel ont eu lieu au Cambodge.

Kem Sokha a été placé sous résidence surveillée avec l'interdiction de rencontrer quiconque, à l'exception de sa famille. Ses avocats ont fait appel du verdict en arguant qu'il était injuste.



Mathys Dionne